

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 09/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

P. BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 TRESSIN

Références : inspection du 21/11/2022
Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement P. BRABANT implanté 25 route Nationale 59152 TRESSIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte sur la prévention de la malveillance. Les résultats de cette visite sont considérés comme très sensibles et non communicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- P. BRABANT
- 25 route Nationale 59152 TRESSIN
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV. L'établissement de Tressin regroupe 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83 769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500 m au sud-ouest du centre ville de Tressin,

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la Société P. Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site, et actualisé la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles. L'établissement est un établissement seuil bas visé par l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention de la malveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Surveillance de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 3 | / | Sans objet |
| 2 | Localisation des risques | Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 34.1 | / | Sans objet |
| 3 | Clôture de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 34.6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection, au regard des engagements pris par l'exploitant, ne font pas l'objet de propositions de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 3 |
| Thème(s) : Autre, Surveillance de l'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance des personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés ou stockés dans les installations. |
| Constats : Sans observation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Localisation des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 34.1 |
| Thème(s) : Autre, Localisation des risques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanation toxique). Ce risque est signalé (les ateliers et aires de manipulation de ces matières doivent faire partie de ce recensement). L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de dangers correspondant à ces risques. |
| Constats : Ces zones sont définies. Vu le plan des zones ATEX du 15/04/2014 faisant figurer les zones 0, 1 et 2. Nota : l'affichage sur site n'a pas été vérifié lors de la présente visite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Clôture de l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2006, article 34.6 |
| Thème(s) : Autre, Clôture de l'établissement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2m, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver dans le périmètre clôturé. Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine. |
| Constats : Données très sensibles, non publiables et non communicables au public. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |